

ALGER, UN LIEU, UNE HISTOIRE

Premiers établissements hospitaliers à la rue Bab-Azzoun

A Alger, dans le quartier Bab-Azzoun (rue de la Flèche), se trouvait une sorte d'asile où étaient enfermés quelques aliénés (Zenkât El Meurstan).

Un autre asile abritant les Turcs impotents et les janissaires invalides se trouvait à la rue de l'Aigle (ex-rue de l'Impuissance, Zenkat El Haoua).

Des «hôpitaux» spéciaux étaient aussi réservés aux janissaires en activité. Ils étaient soignés par des médecins venus de Constantinople ou d'Egypte. L'un de ces hôpitaux aurait été installé, vers 1800, dans la rue du Léopard. Une «pharmacie» existait dans la Djenina, près du palais du Dey. Selon le docteur Lamarque, elle comprenait «une collection impressionnante de béquilles, verres, vases remplis d'ingrédients les plus

hétéroclites»... Dans les dépendances de l'Amirauté et à la diligence de diverses congrégations religieuses, a encore noté Lamarque, avait été installé un «hôpital» à l'intention des esclaves chrétiens.

En 1575, le père capucin (confesseur de Don Juan d'Autriche, capturé par les corsaires algériens) fonda l'hôpital dit «d'Espagne», le plus important d'Alger avec les 60 000 livres que le prince avait envoyés à Alger pour son rachat auquel il renonça.

Tous les esclaves chrétiens étaient soignés dans cet établissement, situé en dehors de la porte de Bab El-Oued. En

1612, une sorte d'infirmier baptisée hôpital de la Très-Sainte-Trinité fut ouverte au n° 11 de la rue Bab-Azzoun (taverne du bain du Beylik). Le mobilier y était des plus sommaires : 8 lits scellés dans la muraille, des matelas de feuillage... Rue Bab-Azzoun encore, en 1648, Saint Vincent De Paul fonda La Mission d'Alger des Lazaristes et créa un autre hôpital.

A partir de 1662 d'autres établissements hospitaliers de ce genre virent le jour essentiellement créés et gérés par des religieux. L'hôpital du bain de Santa Cataluna fut restauré et une pharmacie créée dans le bain du Pacha, à la Djenina.

Sabrina L.



La rue Bab-Azzoun.

Photo : DR

ENVIRONNEMENT À TIZI-OUZOU

Les villageois d'Ath-Lahcen menacent d'occuper les carrières d'agrégats d'Illoula ou Malou

Estimant avoir épuisé tous les moyens pacifiques de recours entamés selon eux depuis trois ans pour obtenir la fermeture par les autorités des deux carrières d'agrégats de Boudjaâfar exploitées par intermittence depuis 1992, les villageois d'Ath-Lahcen dans la commune d'Illoula ou Malou sont montés au créneau vendredi dernier en menaçant d'occuper les sites des deux carrières si rien n'est entrepris par les autorités publiques dans les prochains jours. Ils exigent savoir une expertise sérieuse sur les nuisances des deux exploitations et leur fermeture.

Ils affirment que les carrières en

question sont sources de pollution et d'atteinte à l'environnement touchant la faune et la flore et la santé des citoyens. Ils citent de nombreux cas de maladies respiratoires.

L'eau des sources situées en aval est elle aussi polluée au mépris, disent-ils, du cahier des charges. «Au lieu d'en faire une zone protégée, ils bousillent la montagne», se plaint un membre du comité de village qui soutient que «les zones de pacage ont été de ce fait réduites comme une peau de chagrin suite à l'exploitation effrénée du site initialement prévu à Boudjaâfar mais élargi à Thizrouthine». La dégradation de la

route par les engins est également citée dans les doléances des citoyens qui dénoncent «le simulacre d'expertise et la légèreté» de la commission diligentée pour établir un rapport détaillé sur les nuisances des deux carrières suite à leurs interventions auprès des autorités locales.

Les citoyens qui comptent rallier à leur démarche l'ensemble des villages de la commune, sensibles, selon eux, aux dangers des deux carrières, indiquent que les partis politiques locaux avaient inclu ce point dans leur programme de campagne électorale.

S. Hammoum

BORDJ-BOU-ARRERIDJ

Les bacheliers injustement privés de l'université de Sétif

Ils sont une dizaine de lauréats à être stigmatisés par une orientation injuste, certes, vers les filières désignées préalablement, toutefois vers l'université d'Alger ou celle de Batna.

Or, avec un minimum de 16 de moyenne générale, un lauréat de Bordj Bou-Arreridj est forcément bénéficiaire d'une place pédagogique en médecine ou en pharmacie à Sétif, ce qui n'a été le cas pour aucun lauréat répondant à cette exigence.

En d'autres termes, aucun Bordji, ni Bordjie n'a eu droit à une inscription en biomédical à l'université de Sétif. Pourtant, en référence au décret ministériel de l'enseignement supérieur et de la

recherche scientifique du 9 juillet 2008, relatif à la préinscription et à l'orientation des bacheliers, on y lit clairement (page 16) que les bacheliers bordjis orientés en médecine ou en pharmacie doivent être affectés à l'université de Sétif.

D'habitude, on accepte aisément que Bordj soit affiliée à Sétif géographique et administrativement et au point d'en partager l'eau du barrage de Aïn Zada, situé pourtant sur le territoire des

Bibans, pour ne citer que ce type de dépendance. Pourquoi bizarrement l'encorbellement de la pyramide du savoir n'est-il pas toléré pour autant à Sétif ?

L'on se souvient encore de l'épisode dramatique de ce refus injustifié, qui a commencé d'abord par attribuer à la crème bordjie le 31 juillet 2008 des affectations sur Sétif comme ce fut le cas de A. Bouabdellah, A. Banou, les sœurs jumelles Hima et Attia, titulaires de moyennes allant de 15,75 à 17,34, des lauréates, toutes orientées vers Sétif, deux jours à peine, c'est-à-dire le 2 août 2008, après avoir reçu des attesta-

tions d'inscription via Internet, les affectant vers Alger ou Batna, une aberration face à laquelle le vice-recteur de l'université de Sétif ne trouve rien de mieux à dire au parent de la jeune Bouabdellah que «la question ne dépendrait pas de leur volonté», alors que le fait d'arrêter la liste de biomédical à 14,14 en médecine et 14,68 en pharmacie en dépendrait à part entière... Les parents des élèves lancent un appel à la première institution du pays, au ministre de l'Education, aux walis de Bordj et Sétif, pour intervenir et mettre fin à ce dépassement.

Saâdène Ammara

IMMIGRATION CLANDESTINE À ORAN

Les Marocains devancent les Nigériens

Jusqu'à-là les immigrés clandestins qui affluent vers la wilaya d'Oran, qui constitue pour eux un tremplin pour accéder aux côtes espagnoles, ou encore la France, par le biais des réseaux qui organisent leur passage par bateau, étaient en grande majorité des Nigériens.

Le bilan du premier semestre de cette année 2008, présenté mercredi par le groupement de la Gendarmerie nationale, démontre le contraire puisqu'ils ont été «détrônés» par les Marocains avec 95 personnes contre 70 Nigériens.

Au total, 182 ont été écroués, comptant notamment en plus des Marocains et des Nigériens, 12 Maliens, un Zimbabwéen, un Ethiopien, et un Ivoirien, alors que d'autres personnes ont été remises en liberté provisoire. Le phénomène des harragas n'a, quant à lui, pas été totalement maîtrisé puisque les jeunes continuent l'aventure avec 92 personnes arrêtées dont 90 écrouées, alors que deux autres furent remis en liberté provisoire.

La criminalité est toujours aussi présente, toutefois les chiffres fournis par le groupement de la gendarmerie révèlent qu'en comparaison avec les chiffres 2007 la baisse est estimée à 50 %.

Ainsi, en ce premier semestre 2008, sur les 912 délits et crimes, 952 personnes ont été arrêtées, alors qu'à la même période la gendarmerie a enregistré 1 147 délits et crimes, avec pas moins de 594 personnes écrouées.

La hausse la plus importante est enregistrée au niveau de la contrebande avec plus de 75%. En 2007, on signale l'enregistrement de 37 affaires dont la valeur en marchandises a été estimée à plus de 1 096 000 de DA, contre 145 affaires dont la valeur de la marchandise sujette à la contrebande est de 1 712 000 DA.

Le chiffre des retraits de permis de conduire est plutôt impressionnant, il est passé de 1 951 retraits en 2007 à 4 002 en ce premier semestre 2008, soit 51,24% de plus.

Amel B.